

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique sociale, à Paris le 17 janvier 2017.

Tout d'abord, je veux remercier Ségolène NEUVILLE de m'avoir associé à cette gestation, celle qui conduit à la création, à la naissance -nous sommes dans une ancienne maternité- de la fondation FISO, à cette fondation pour l'investissement social et le développement humain. Et je salue la présence de Gérard MESTRALLET.

La fondation Agir Contre l'Exclusion -FACE- a connu une évolution considérable et c'est grâce à cette fédération des fondations que nous pouvons en introduire une nouvelle, qui va être conduite par Isabelle KOCHER.

Je voulais que ce soit dans un lieu symbolique. Celui-là l'est à tous égards parce que nous sommes, sur ce site des Grands Voisins, dans une effervescence qui a permis à de multiples initiatives de se développer : initiatives en matière d'hébergement, en matière d'insertion, d'emploi, d'accompagnement, mais aussi tout ce qui peut donner du sens et créer du lien, y compris à l'extérieur du lieu, c'est-à-dire permettre que le quartier vienne investir ces nouvelles formes de sociabilité.

Je suis vraiment très heureux d'avoir pu constater qu'il y avait dans cet espace qui aurait pu être abandonné, non seulement un lieu de vie, mais un lieu de création. Cela aurait pu être tout simplement un lieu d'occupation, mais c'est un lieu d'investissement.

Nous arrivons à cette notion d'investissement social qui nous conduit à nous interroger non pas sur les dépenses sociales en général, mais sur ce qui peut s'inscrire dans la durée et peut changer la société dans laquelle nous vivons. Car c'est l'investissement social qui va permettre de transformer des individus, un pays, une collectivité. C'est ce qui peut émanciper des personnes qui sont venues là, au départ pour rechercher un soutien, un accompagnement, et qui vont se retrouver acteurs de leur propre vie. C'est cela l'essentiel.

Il y a dans l'investissement social, une part de création, c'est-à-dire une richesse supplémentaire, au-delà même du besoin qui a été satisfait.

Dans l'investissement, il y a la notion de performance et de durée. C'est ce qui va permettre que, dans la durée, il y ait une activité ou une création qui puisse se perpétuer. On pourrait retrouver des notions de valeur ajoutée sociale, de plus-value économique ou de bénéfice collectif, en prenant un certain nombre de critères qui sont souvent ceux de l'entreprise et en essayant de les penser à l'échelle de la collectivité ou de la communauté nationale.

Vous avez également travaillé sur la notion d'innovation sociale, c'est-à-dire ce qui peut, à travers des procédures, des politiques, des financements, être géré différemment, conçu sans doute différemment, pour avoir un impact plus grand. Qu'est ce qui fait qu'avec les mêmes dépenses, avec les mêmes procédures, on puisse être plus performant qu'on ne l'a été jusqu'à présent ? Il faut également voir ce que peut être la part du public et la part du privé dans un certain nombre d'interventions sociales, et ici on en a de bonnes illustrations.

Alors une fondation de plus, cela pourrait laisser penser que l'Etat délègue ses responsabilités, considère qu'il n'a plus à intervenir, que des acteurs économiques, sociaux, vont le faire à sa place. Ce n'est pas du tout l'idée que nous avons. D'abord parce que l'Etat doit continuer à jouer son rôle - j'y reviendrai - et parce que les entreprises doivent se consacrer à leur mission, qui est de créer de la richesse. Les fondations doivent permettre de fédérer des acteurs privés et publics pour faire ce que d'autres ne font pas, ou ce que d'autres font dans leur responsabilité

particulière. Votre fondation va permettre de reconnaître un certain nombre d'initiatives, de projets. Elle va permettre de diffuser - c'est très important : il faut savoir ce que d'autres font pour mieux le faire soi-même - et d'évaluer - c'est là que le conseil scientifique, avec Bruno PALIER, va intervenir.

L'évaluation a parfois mauvaise presse, parce qu'on pense que c'est un contrôle et que cela va remettre en cause ce qui a été fait ou tenté. Pourtant l'évaluation est absolument nécessaire si l'on veut qu'il y ait de l'innovation, si l'on veut qu'il y ait de la liberté, de la souplesse, de l'imagination et il faut alors que l'évaluation ait une plus grande place. Si l'on veut convaincre les administrations de déléguer différemment leurs crédits, de fonder leurs procédures dans un ensemble plus vaste, de proposer des réglementations expérimentales, alors l'évaluation a toute sa place.

L'évaluation est à la fois a priori et a posteriori - c'est là que Bruno PALIER peut être le plus convaincant. Avant de lancer une initiative, on veut savoir si elle a des chances de marcher, et donc connaître ses conditions de succès. L'évaluation a posteriori intervient parce que l'on a besoin de savoir si, au regard des fonds engagés, au regard de ce dévouement humain, de cette chaîne de solidarité, il y a bien eu le résultat attendu, et si ce résultat pourrait encore être amélioré.

La recherche économique peut être au service de la performance sociale. D'abord l'économie ne s'est pas toujours intéressée qu'à ce qui est productif ou à ce qui est marchand : il y a un domaine très large de l'économie qui est consacré aux services collectifs, à l'utilité sociale. Ensuite la théorie économique peut être particulièrement précieuse pour les acteurs sociaux, en élaborant de nouveaux concepts, et c'est une recherche qui remonte à loin : déjà dans les années 60-70, il y avait eu la définition de nouveaux critères d'analyse, les « indicateurs sociaux » - ce qui prouve que l'on ne va pas très vite pour aboutir et qu'il y a eu une forme de paresse, liée sans doute aux phénomènes de crise. Ce qui avait été déjà identifié dans la période de croissance, avait été à un moment laissé de côté et revient maintenant comme un outil indispensable. Les théories d'Amartya SEN (sur l'économie du bien-être et le développement humain) ne sont pas récentes, elles ne sont pas liées à la situation d'aujourd'hui. Les "capabilités" renvoient à une conception de l'égalité qui doit être fondée sur l'émancipation personnelle. Donc la science économique peut nous aider à montrer que l'investissement social a un haut niveau de performance pour la société.

C'était très juste ce que disait Louis GALLOIS : on sait souvent ce que coûte l'investissement social mais pas ce qu'il rapporte et on devrait savoir ce que coûte aussi le non-investissement. C'est comme si, dans une entreprise, on pensait qu'il n'y avait que des charges. Il y a quand même heureusement des bénéfices qui permettent à des investisseurs et à des banquiers d'être pleinement convaincus de l'utilité de l'investissement.

Ce que nous pouvons faire dans ce domaine, c'est promouvoir le long terme, car l'investissement social par définition n'est pas qu'une réponse à l'urgence. Il est une projection fondée sur une volonté de vivre ensemble.

Qu'est ce qui relève des entreprises ? Ici beaucoup se sont exprimés en leur nom. La responsabilité sociale et environnementale est d'abord du côté des entreprises et des salariés. La première responsabilité, c'est quand même de faire en sorte que les salariés puissent être mieux accompagnés, mieux impliqués, mieux investis, pour concilier à la fois bien-être et performance. La responsabilité sociale et environnementale existe aussi vis-à-vis de l'extérieur. Ce que font les entreprises a une conséquence sur les consommateurs, les clients, l'environnement - on le voit bien dans les entreprises énergétiques, et bien sûr dans le domaine bancaire ou assurantiel, ou dans celui de la formation.

Donc la responsabilité de l'entreprise est aussi extérieure. Et il est assez légitime que les entreprises s'investissent dans des fondations et dans ce qui peut contribuer à renforcer la cohésion nationale, parce que celle-ci aura des conséquences sur leurs propres activités. Comment peut-on imaginer faire du profit dans une société qui serait noircie par les drames sociaux ? Cela n'a pas de sens. Comment pourrait-on espérer rechercher l'efficacité énergétique dans une société qui serait celle du gaspillage ? Comment peut-on accenter de se former si l'on

dans une société qui serait celle du gaspillage : comment peut-on accepter de se fermer si l'on n'a pas confiance en l'avenir ? Les intérêts des uns rencontrent les intérêts des autres. L'intérêt collectif doit forcément être intégré dans les raisonnements des entreprises, de la même manière que les entreprises doivent savoir quel est l'intérêt collectif que porte la puissance publique. Pour ce qui relève de l'Etat, il est toujours partagé entre la réponse aux urgences et la nécessité de la durée. Regardons la situation d'aujourd'hui, il fait froid, il fait même très froid - ce qui arrive régulièrement l'hiver, même en période de réchauffement climatique. Cela induit des besoins d'hébergement, d'accompagnement, que nous devons absolument satisfaire et c'est ce que font les ministères chargés des affaires sociales et du logement.

Donc la réponse à l'urgence est indispensable comme marque d'efficacité de l'Etat. L'urgence, il y en a dans beaucoup de domaines, on le voit aussi s'agissant des réfugiés. Quand l'Etat n'est pas en capacité de répondre à l'urgence, il est mis en cause, parce qu'il n'y a pas de problème plus insupportable que celui de l'immédiateté. Je ne veux pas dire ici que la presse raisonne uniquement au quotidien, mais cela peut arriver - le quotidien est déjà pour la presse un temps long, et c'est ce que ressentent aussi nos concitoyens.

Répondre à l'urgence donc, mais en même temps inscrire les actions dans la durée.

L'Etat doit être le garant de la cohésion nationale. Il n'y en a pas d'autre, c'est à lui que revient cette responsabilité. Ensuite, il doit être aussi capable de favoriser l'émancipation individuelle, de créer un cadre collectif qui lui soit propice en l'existence de droits qui puissent être individualisés. C'est ainsi que la politique sociale peut être comprise, défendue et promue, quand les droits sont attachés à la personne et qu'il y a un cadre collectif pour les porter. Prenons l'exemple du compte personnel d'activité : il est à la fois un droit personnel - « j'ai des droits que je peux utiliser pour ma formation » - et un cadre collectif qui les garantit, qui les fait connaître, qui permet de les mobiliser. Il en est de même pour l'assurance-maladie : ce sont des droits qui sont attachés à la personne - « le droit de pouvoir se faire soigner sans condition » - et c'est un cadre collectif - un service public, une organisation des soins, un ensemble de financements qui permettent de garantir ces droits. C'est le rôle de l'Etat de mettre en place ces cadres collectifs et ces droits individuels.

J'en termine, pour dire que ce que vous faites correspond exactement à l'idée que nous devons avoir de la société française.

Elle doit être une société où la confiance puisse être le maître mot. Nous devons donner de la confiance et faire confiance. Donner de la confiance aux personnes, et aussi aux entreprises, pour qu'elles puissent, à un moment, faire des choix et décider de leur avenir. Et nous devons faire confiance, c'est-à-dire toujours penser qu'il y a des acteurs capables de s'engager, comme ici, et d'agir.

Le deuxième mot essentiel, c'est celui de la bienveillance. Nous devons être dans une société de la bienveillance. La société de la bienveillance n'est pas une société laxiste, ce n'est pas une société d'abandon, ce n'est pas une société de facilité, c'est une société qui permet, par la bienveillance, le bien-être. On sait ce qu'est la malveillance comme on dit, on ne nous veut pas que du bien. Mais ce que nous voulons, c'est pouvoir soutenir les bons comportements et les bonnes pratiques et donc forger aussi des grilles de lecture. C'est ce que fera votre fondation : ce qui est juste, ce qui ne l'est pas, ce qui est utile, ce qui l'est moins, ce qui marche, ce qui ne marche pas.

Enfin, nous devons être une société où la performance, y compris sociale, soit reconnue, pour construire une société de vaillance, afin de faire face aux épreuves - celles qui viennent de l'extérieur et parfois celles qui viennent de l'intérieur. On voit les coups qui sont portés à l'idée même de la République. Face aux épreuves, face aux menaces, face aux défis - nous en avons - il nous faut être vaillants.

C'est en étant bienveillants et confiants, que nous pouvons être les plus vaillants possible pour être, je l'espère, les plus performants sur le plan social et économique, ce que vous avez démontré ici, sur ce site des Grands Voisins. S'il y a des Grands Voisins, nous sommes déjà rassurés, c'est qu'il doit y avoir des grands Français.

Merci.

